

PREMIERE ANNEE.

NEW-YORK, 15 JUILLET, 1870

NUMERO 12.

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqué par les SECRÉTAIRES.

Le Bulletin paraît régulièrement le 1er et le 15 de chaque mois.

LA 3e SECTION.

Dans notre précédent numéro, nous avons annoncé la formation d'une 3e Section de New York à Staten Island.

Nous applaudissons de tout cœur à l'initiative des membres de l'Union et des républicains français de Staten Island qui se sont mis à eux pour former cette nouvelle branche de la société appelée à solidariser entre eux tous les républicains français des Etats Unis.

Nous espérons que tous les républicains français qui habitent Staten Island et qui ne font pas encore partie de l'Union Républicaine s'empresseront de se joindre à la 3e Section.

Mais nous espérons aussi que leur exemple sera bientôt suivi par les républicains français des autres localités.

Il y a dans les environs de New York, comme dans tous les Etats Unis un grand nombre de localités renfermant plus ou moins de républicains français.

Jusqu'ici, ces républicains, tout en donnant leur concours cordial et dévoué aux principes qui nous rallient et aux mouvements politiques qui les affirment, n'ont pas jugé utile de se constituer en sociétés républicaines françaises, pensant que leur petit nombre les empêchait d'organiser des sociétés ayant quelque importance.

Tant qu'il s'agissait de constituer des sociétés isolées et sans rapport les unes avec les autres, ils avaient raison. Mais aujourd'hui, les conditions sont changées. L'Union Républicaine existe dans l'Est comme dans l'Ouest des Etats Unis et une Section locale, quelque petite, que soit le nombre de ses membres, devient puissance, parce qu'elle fait partie intégrante de la grande Union Républicaine de langue française.

Partout donc où il y a des républicains français, il y a possibilité de constituer une Section de l'Union Républicaine.

Et puis, autre résultat :

Quelques uns des membres de la 3e Section faisaient déjà partie de la 1re Section de New York. Malgré leur éloignement du lieu des réunions, ils étaient assez dévoués pour assister de temps en temps aux séances. — Mais combien de citoyens de Staten Island qui, pour une cause ou pour une autre, ne pouvaient faire partie de l'Union, ou n'en faisaient partie que d'une façon nominale. Tous, désormais, pourront devenir membres actifs de la 3e Section.

Espérons donc que l'exemple de la 3e Section sera bientôt compris et suivi.

L'Union Républicaine doit rallier autour d'elle, non seulement les grandes villes, mais jusqu'aux plus petits villages où il y a des républicains français.

L'Union fait la force: réunissons-nous donc, si nous voulons exercer la légitime influence qui nous est due en Amérique.

Concluons : les citoyens de Staten Island ont montré l'exemple; par leur initiative, ils ont bien mérité de la République.

LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES.

Il paraît que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des républiques, et la preuve, c'est que le Sénat vient de refuser les droits civils et politiques aux Chinois.

De deux choses l'une : ou les Chinois sont des émigrants volontaires, venant ici dans l'intention de s'y établir, ou les Chinois sont amenés ici, moitié de gré, moitié de force, liés par un contrat de dix ans, pour constituer une classe de parias, et remplacer l'esclavage des noirs par l'esclavage des jaunes.

Dans le premier cas, ils devraient jouir de tous les droits et de tous les avantages accordés aux autres émigrants.

Dans le second cas, ils devraient être exclus du territoire des Etats-Unis, et des peines très sévères devraient être édictées contre ceux qui en font la traite, et contre ceux qui les achètent aux traitants.

Nous sommes dans un pays de liberté, ce qui signifie qu'il ne doit pas y avoir de classes privilégiées, et c'est constituer un privilège que d'admettre aux Etats Unis des citoyens à deux branches, ou noirs jouissant de tous les droits civils et politiques, et des parias à deux jaunes ne jouissant d'aucun droit.

L'émigrant qui arrive d'Europe y vient à ses frais, risques et périls.

L'ouvrier qui change de localité le fait à ses frais, risques et périls.

L'un et l'autre n'étant liés par aucun contrat, par aucune dette, peuvent s'embaucher où bon leur semble, et quitter leur patron quand bon leur semble. Si le besoin les force parfois de subir certains caprices du maître, il n'en est pas moins vrai que les institutions n'entraient en rien leur liberté. Enfin, pour défendre leurs droits lésés, ils possèdent une force, ils ont le scrutin.

Au contraire, quelle est la situation du Chinois ?

Il s'embarque ou on l'embarque, il se vend ou on le vend; et moitié de gré, moitié de force, il arrive en Amérique. — Le trafiquant en chair humaine qui l'a acheté le revend à d'autres capitalistes qui veulent exploiter son travail.

On fait signer à ce malheureux, qui ne sait qu'il fait, un contrat de dix ans.

Par ce contrat, il vend son travail pour un salaire de beaucoup inférieur au prix courant de la place, et encore, sur ce salaire, il est obligé de rembourser le prix que son maître a payé pour l'acheter; en sorte que, tout compte fait, il ne travaille que pour sa nourriture.

Jadis, nous avions des Nègres, aujourd'hui nous avons des Jauniers.

Jadis, l'esclavage s'étalait au soleil; on achetait et on vendait publiquement les nègres; on ne leur donnait ni promesses menteuses ni espérances illusoire; on les faisait simplement et brutalement travailler à corps de fouet.

Aujourd'hui, l'esclavage se cache dans l'ombre, il se couvre d'hypocrisie; n'osant arborer ses couleurs, il prend autant que possible les apparences de la liberté.

Mais un homme qui se vend, ou que l'on vend à un Jaunier, laissant à celui-ci le droit de le revendre à qui bon lui semblera est-il libre ?

Mais un homme qui, par force, vend son travail pour dix ans moyennant un salaire insuffisant et hors de toute proportion avec les prix courants de la place; salaire que l'on trouve encore moyen d'annuler sous prétexte de remboursements pour frais de voyage, est-il libre ?

La loi même reconnaît-elle à l'ouvrier le droit de contracter pour dix ans? N'annule-t-elle pas de fait un pareil contrat ?

N'est-ce pas là l'esclavage compliqué d'hypocrisie ?

Et devons-nous permettre à l'esclavage de se reconstituer sous une nouvelle forme ?

Non !

Refuser aux Chinois les droits civils et politiques, tout en permettant leur introduction dans le pays, c'est constituer une classe de parias, c'est donner la main à la création d'un nouvel esclavage.

Ce n'est pas là ce que nous attendons du Congrès.

La véritable question, la voici :

Il existe aux Etats Unis une loi qui défend la traite des Chinois; le Congrès la fera-t-il exécuter, oui ou non ?

Si le Congrès ne fait pas son devoir, les législatures d'Etat le feront-elles, oui ou non ?

Les Jauniers méritent-ils la corde tout aussi bien que les Nègres, oui ou non ?

Ceux qui achètent des Chinois doivent-ils être condamnés à indemnité pour tous les dommages causés par cette spéculation illicite, oui ou non ?

Messieurs du Congrès, répondez.

Et si vous répondez oui, comme la justice et le devoir vous commandent de le faire, eh bien, vous pourrez alors accorder les droits civils et politiques aux Chinois, car alors, ils resteront dans le droit commun, ils se trouveront placés dans les conditions de tous les autres émigrants.

Quant aux ouvriers, leur devoir est tout tracé : ils doivent non seulement protester, mais déclarer qu'à tout jamais leurs votes seront refusés à tout membre du Congrès, à tout fonctionnaire public qui s'efforcera pas de détruire ce nouvel esclavage.

Travailleurs, le scrutin est dans nos mains, sachons nous en servir.

La Guerre Sociale.

Dès qu'il y a entre deux classes de la société des intérêts complètement opposés, il y a fatalement lutte, contestation, guerre; on peut ne pas se battre ouvertement, car la violence n'est jamais qu'un pis aller; mais forcément, fatalement, si l'on ne parvient à concilier les intérêts en lutte, on en vient à la guerre ouverte.

Quand la raison, la loyauté, la bonne foi, l'abandon volontaire de privilèges dangereux n'ont pas su dénouer une situation, la force brutale finit toujours par la trancher.

L'Amérique nous offre un exemple récent de cette vérité : chacun sait ce qu'il a coûté d'argent, de sang et de larmes pour abolir l'esclavage des noirs.

Eh bien, entre les ouvriers et les capitalistes, il y a aujourd'hui un antagonisme complet, radical.

L'ouvrier défend ses salaires que le capitaliste s'efforce d'avilir.

Le capitaliste s'efforce de parquer les travailleurs dans ses fabriques, de l'y soumettre aux règlements les plus sévères et aux plus minimes salaires; en un mot, de reconstituer l'esclavage sous une forme nouvelle; l'ouvrier défend sa liberté.

Cependant, malgré cet antagonisme, une lutte armée est facile à éviter. Dans un pays de liberté, dans un pays où le scrutin peut donner la victoire, l'ouvrier peut recourir aux moyens légaux, espérer de reconquérir ses droits par des voies pacifiques. Dans une telle situation, on n'a recours à la force brutale qu'à la dernière extrémité.

Mais cette extrémité, il ne faut pas la provoquer, il ne faut pas pousser l'ouvrier au désespoir, si l'on ne veut rendre la lutte inévitable.

Et que fait-on cependant, quand on fait la traite des Chinois au profit des manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre ?

Ces Chinois qui se contentent en un mois du salaire qu'il faut à l'ouvrier américain dans une semaine, ne constituent-ils pas pour ce dernier une concurrence désastreuse ?

Ces Chinois que l'on fait venir par chargements pour remplacer tout le personnel d'une manufacture, ne jettent-ils pas, sans transition, des centaines d'ouvriers sur le pavé ?

Et vous voudriez que les ouvriers, voyant le danger, ne fissent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour l'empêcher.

Ne nous y trompons pas, faire la traite des jaunes, c'est provoquer à la guerre sociale, compliquée d'une guerre de races.

C'est aux capitalistes de dire s'ils veulent, de gaieté de cœur exposer le pays à cette terrible épreuve.

Mais surtout, c'est au Congrès d'arrêter le mal pendant qu'il en est temps encore.

agricole, industrielle et commerciale de leur pays favorisée; ils pouvaient, ils pouvaient..... Mais ils ne pouvaient plus dormir!

Plus de roi! conceit-on cela quand on en a toujours eu? Plus personne pour les gruger, les piller les incurcer, les déporter, les fusiller; plus personne pour penser, vivre et agir à leur place; plus personne pour leur faire des lois, leur donner des prêtres et des juges, des baïes-mains et des décorations, des grades et des dignités.

Plus de roi, plus rien!
Ce trône détonné leur semblait un gouffre; l'abîme où la nation allait se précipiter, s'ensevelir. Et tous les bons Castellans étaient obsédés d'un cauchemar affreux: le cauchemar du vide!

On entendit même, horreur! des voix murmurer dans l'ombre que ce vide était un bien, qu'il fallait se garder de le remplir; d'affreux hommes osèrent crier: Vive la République!

On n'y tint plus: on fusilla provisoirement les séditions, et Prim partit à la recherche d'un roi.

Par malheur, les rois ont l'air de se dégoûter du métier. Tout prince à qui l'on propose aujourd'hui une couronne ne peut s'empêcher de penser à Charles Ier, Louis XVI, Maximilien, Othon et ce pauvre roi Georges; il demande du temps, consulte papa et maman, et quelquefois refuse. Aussi nos bons Espagnols étaient-ils toujours au guet, et comme sœur Anne, ne voyaient rien venir..... que Prim, les mains vides.

Et le trône était toujours vacant, et la nation vivait toujours... sans roi... Encore un peu, elle en eût pris son parti. Mais conceit-on le monde tournant sans un roi d'Espagne? A tout prix, il en fallait un; bon ou mauvais, jeune ou vieux, gros ou maigre, il en fallait un.

A qui s'adresser depuis que le bon Dieu est sourd, et que Jupin n'envoie plus ni sautoir ni grue?

Soudain, une idée lumineuse jaillit dans le cerveau du courtier en trône: Prim a trouvé le placement de son ours.

Admirez la combinaison: ce qu'il fallait à l'Espagne, ce n'était pas un prince espagnol, le pays en est rassasié. Ce n'était pas un Portugais; les intérêts des deux parties de la Péninsule auraient pu se fonder et s'harmoniser. Ce n'était pas un Français naturalisé: il aurait pu être libéral et connaissait la nation qu'il aurait été appelé à gouverner. Ce n'était pas un Italien, ce n'était pas un Anglais... C'était un Prussien.

Et cela pour bonnes raisons: d'abord, parce qu'un gouvernement national aurait résolu trop simplement la question; puis, parce que le sentiment du pays répugne à voir un étranger sur le trône d'Espagne; enfin parce que n'ayant qu'un seul voisin puissant en Europe, il fallait tout faire pour le mécontenter et se l'alliéner.

Toute la France, moins son gouvernement, était sympathique au réveil d'un peuple autrefois grand et puissant, que les souvenirs et les intérêts liaient à sa politique; d'un peuple auquel elle eût tenu à faire oublier la campagne de 1809, ou lui tendant la main pour l'aider à reconquérir son rang d'autrefois parmi les puissances européennes. La politique de l'Espagne était claire, indiquée, tracée; c'était la conduite du bon sens. Mais est-ce que les militaires et les diplomates connaissent cela, le bon sens? Allons donc! c'est bon tout au plus pour la populace et les socialistes. A ces messieurs, il faut quelque chose de neuf, d'original, de surprenant; quelque chose qui puisse se signer, et qui fasse du bruit, du tapage, du flatia.

Or, en fait de bruit et de tapage, il n'en est guère de plus retentissant que celui du canon. En parfait connaisseur, Prim sut mettre la mèche aux poudres.

La Prusse, gonflée de ses dernières victoires, maîtresse, sous prétexte d'unification, de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et dominant par là notre frontière de l'Est; la Prusse, riche d'influence et d'espérance sur la Belgique; la Prusse, confiante en l'Italie, à la quelle elle promettrait et donnerait volontiers Rome; la Prusse, comptant bien escamoter la neutralité de la Suisse avec ou sans chemin de fer — on ne se gêne pas avec les petits, le Danemark le sait. — La Prusse donc avait entouré la France d'un cercle presque complet d'hostilité ou de mauvais vouloir; depuis la Manche jusqu'au golfe de Gènes, la circonvallation était complète.

La France sentait, comprenait, voyait; la France eût volontiers réclamé contre l'établissement de ce cercle sanitaire tout le long de sa frontière; mais la France n'a pas le droit de parler, et son seigneur et maître avait trop à faire pour s'occuper de sa dynastie: il patientait, patientait, attendant de meilleurs jours: le jour peut-être où la France aurait résigné entre ses mains et celles de l'impérial collégien tous les droits des générations futures.

Mais si partisan que l'on soit de la longanimité, il

est des affronts qui feraient perdre patience aux saints; si disposé qu'un monarque puisse être à tout sacrifier pour établir sa dynastie, il n'en est pas moins obligé de maintenir et de conserver le seul prétexte à dynastie: le trône. Or, tout à coup, l'on apprend en France que l'ingénieur Prim et l'intrigant Bismark ont réussi à créer à l'empire une situation impossible. Ce n'est plus seulement le Rhin, ce ne sont plus seulement les Alpes, c'est encore la Méditerranée, ce sont encore les Pyrénées qui vont, sous l'influence prussienne, compléter la muraille derrière la quelle on veut renfermer la France.

Cette fois, la sécurité du trône était compromise: le oracle parla. Il parla guerre et massacre, canonade et mitraille.

La guerre, soit; mais la guerre n'intéresse pas que les monarques et les hauts personnages. Non seulement ce ne sont pas eux qui la font, mais leurs intérêts ne sont pas les seuls en jeu. Quelle sera donc la part des peuples dans le présent conflit? quelles modifications le résultat apportera-t-il à leur condition actuelle? Il y a là un curieux travail d'anticipation, de vaticination, dont il est à peine possible de dégager les premiers éléments, vu le peu de temps qui nous sépare peut-être de l'accomplissement des faits, et le peu d'étendue que ce journal permet de consacrer à une seule question.

Au moins, pouvons-nous donner un aperçu de ce que peuvent espérer ou craindre les nations intéressées, d'après la condition politique et sociale de chacune.

L'intérêt véritable de l'Allemagne (nous parlons du peuple) est aujourd'hui diamétralement opposé aux intérêts des maîtres de la Prusse. L'Allemagne réunie en confédération est dans son état vrai, normal; elle constitue ainsi le noyau de la Confédération européenne, dont elle est le centre réel, par suite de la diffusion de son caractère et de sa langue chez les nations qui l'entourent: France, Belgique, Hollande, Danemark, Prusse, Autriche, Suisse, qui toutes ont une partie de leur territoire d'origine ou de langue allemande.

Mais la Confédération allemande vassale de la Prusse; ayant à sa tête comme chancelier le premier ministre de Prusse; n'étant qu'une force, un appui pour la monarchie prussienne; la Confédération allemande perd ce caractère d'universalité; au lieu de devenir l'espoir dans l'avenir, elle devient la menace dans le présent, en mettant sa puissance d'attraction au service d'une politique spéciale, étroite.

L'Allemagne ne sera dans son rôle vrai, sain, logique, que le jour où, Confédération libre, elle sera le modèle et le point de départ des Etats Unis d'Europe.

Elle a donc tout à gagner à être soustraite à la domination prussienne. Son véritable intérêt est dans la défaite du *gouvernement prussien*.

Toutefois, remarquons bien que si ceci est vrai en principe simple, une autre considération peut faire hésiter à adopter cette conclusion abrupte. La Prusse une fois vaincue, le vainqueur saura-t-il respecter le bon sens et mettre la Confédération allemande dans sa vraie position? Heureusement ces questions intéressent l'équilibre européen, et les nations neutres interviendraient.

Si le Congrès de la paix place l'Allemagne affranchie et neutralisée comme une séparation entre l'ambition dynastique des Hohenzollern, des Hapsbourg et des Bonaparte; comme un champ libre à l'Église, interdit à la brutalité des rois; nous pourrions dire que la vraie victoire a été gagnée par la Révolution.

Mais le gouvernement prussien peut être victorieux; et alors, ce n'est pas seulement la France qui en souffrirait, c'est l'Europe entière dont la partie centrale, depuis la Russie jusqu'à l'embouchure du Rhin, depuis la Baltique jusqu'au Tyrol, serait, sous une forme ou sous une autre, l'empire du roi Guillaume ou plutôt du comte de Bismark.

La France, il est vrai, serait probablement débarrassée de la dynastie des Bonaparte; mais il est fort à craindre que le victorieux Guillaume ne consente pas à la laisser établir chez elle, à la porte même de l'empire prussien, cette république si désirée.

Quelle serait en outre la puissance morale extérieure de la France, arrivant à la consécration de la révolution par une humiliation?

Non seulement le Bonaparte, mais la France souffrirait de cette défaite, car son action révolutionnaire serait nulle sur l'Europe centrale prussifiée.

Ce n'est pas des mains de la Prusse que nous devons attendre la délivrance: c'est de nous-mêmes. Que la victoire rende Napoléon plus puissant, c'est à nous de redoubler d'efforts pour le renverser; et alors seulement la révolution triomphante pourra ébranler le sol européen de sa marche victorieuse.

Et le gouvernement espagnol, cause insensée de

cette guerre, que gagnera-t-il à ce conflit? Du mépris.

Du mépris: s'il est le complice de l'une des parties belligérantes; du mépris, s'il est assez peu prudent pour s'alliéner le gouvernement français en se jetant dans les bras de la dynastie prussienne.

Quant à la nation espagnole, que la Prusse y établisse son prince, ou que Bonaparte y restaure quelque ancien prétendant, elle apprendra une seconde fois à ses dépens ce que coûtent les rois étrangers ou imposés. Espérons que la leçon profitera enfin et guérira les peuples de la rage d'aller quérir un monarque en disponibilité, chaque fois que, par hasard, ils ont le bonheur d'être libres.

VARIÉTÉS.

Galerie des Bêtes curieuses.

L'HOMME.

Dût notre vanité s'effusquer, il faut le dire: l'homme est un animal, et le plus étrange de tous. Les naturalistes l'ont appelé *Homo sapiens*, Homme sage ou savant, comme vous voudrez; mais c'est un sage qui fait souvent des folies, un savant remarquable par sa bêtise.

C'est le roi des animaux et l'esclave de ses passions comme de ses semblables.

C'est un animal raisonnable qui déraisonne; un animal parlant qui parle pour ne rien dire, quand il n'emploie pas la parole à cacher sa pensée; un animal intelligent qui brille par son ignorance; un animal perfectible qui souvent se perfectionne à la façon des écrevisses; un animal sociable qui exploite, gruge, vole, pille et égorge ses semblables.

C'est l'être le plus changeant, le plus mobile et le plus capricieux de toute la création.

C'est Protée aux mille formes, le Sphynx impénétrable, une énigme indéchiffrable.

Le lion est féroce et sanguinaire, mais il est toujours ainsi, c'est sa nature; il se repait de carnage, mais on ne le voit pas ensuite, plein de compassion et de remords, plaider ses victimes et soigner leurs blessures. L'homme, varie à chaque heure, chaque minute du jour; c'est à la fois le plus féroce et le plus généreux, le plus grand et le plus ignoble, le plus sage et le plus fou, le plus dévoué et le plus égoïste, le plus somnif et le plus indépendant, le plus vertueux et le plus vicieux de tous les êtres. Et le même individu est successivement tout cela, souvent dans le cours de quelques semaines.

Tantôt il se vautre dans la fange des plus brutales orgies, dans les bas-fonds de la plus basse sensualité; et l'instant d'après, son intelligence s'élance dans l'infini ou parcourt les bords fleuris de l'avenir.

Tantôt il se baigne dans le sang, il égorge ses semblables avec volupté, il se complait aux palpitations des victimes; et l'instant d'après, il affronte la mort pour sauver quelqu'un de danger.

Tantôt il exploite son prochain, il jouit de ses sueurs, de ses privations, de ses misères; il le voit succomber à la tâche sans soucier; et l'instant d'après, il s'efforce de soulager l'infortuné.

Qui définira cet être si changeant, si différent de lui-même? Qu'est-ce que l'homme?

L'homme, c'est l'être progressif et sociable et par conséquent l'être libre.

Chez l'animal, les facultés se développent d'elles-mêmes; elles arrivent à leur plénitude sans même que l'individu en ait conscience. Aussi les mêmes facultés caractérisent toujours les mêmes espèces. L'oiseau ne varie pas dans la structure de son nid, l'abeille, dans celle de sa ruche; poussé par un instinct inflexible, l'animal accomplit toujours les mêmes actes que ses ancêtres.

Chez l'homme, au contraire, les facultés n'existent qu'à l'état de germe; elle ne se développent que par l'usage, l'exercice, l'étude, le travail. Quoique égales en nombre, elles ne peuvent se développer toutes en même temps: l'homme néglige les unes pour exercer les autres; de là cette diversité d'autant plus grande que la civilisation avance, que la science se réalise.

L'animal, c'est l'esclave de l'instinct, le somnambule qui agit sans avoir conscience de ses actes.

L'homme, c'est l'intelligence progressive, la virtualité qui pense, raisonne et se détermine, l'être libre qui a conscience de ses actes, qui se fait ce qu'il est, qui est l'artisan de ses destinées.

L'animal se développe par l'instinct, l'homme, par l'éducation.

L'être qui peut seul communiquer ses pensées par la parole, est aussi le seul être sociable: chez l'animal, il y a le troupeau, chez l'homme seul; il y a une société.

À l'origine, tous les hommes se ressemblent; la sur-

la différence possible chez le sauvage, c'est le plus ou moins de force physique. Mais plus l'homme progresse, plus il se diversifie; le même individu ne pouvant embrasser à la fois toutes les branches des connaissances et de l'activité humaine, il ne devient fort dans une chose qu'à la condition de rester faible dans toutes les autres.

A l'origine, l'individu subvient à tous ses besoins, c'est la liberté par l'isolement. Mais plus l'homme se développe, plus le concours de ses semblables lui devient nécessaire; n'excellant que dans une spécialité, il n'est plus qu'un rouage de la grande machine sociale, rouage d'autant plus impuissant lorsqu'il est isolé, que l'homme est plus instruit, plus développé.

L'égalité n'est pas la similarité; elle naît de la diversité même; car la société a besoin du concours de toutes les aptitudes, de toutes les spécialités.

En bien comme en mal, tout ce qui entoure l'homme contribue à former son caractère. Féroce et godaillieur dans un milieu militaire, égoïste et frippon dans un milieu spéculateur, vaniteux et débauché dans un milieu de grands seigneurs, il deviendra libéral, généreux, équitable dans un milieu de justice et de liberté.

Le caractère national ne vient ni du sol ni du climat; tout cela n'a qu'une influence secondaire; il vient des lois, des institutions, du gouvernement. Les Grecs et les Romains d'aujourd'hui ne ressemblent plus à ceux d'autrefois, et les Asiatiques vils, rampants, dissolus, ignares et lâches, sont les descendants des Parthes, des Sarrasins, des Turcomans. Le climat est le même, les institutions ont changé.

Changez le milieu, vous changerez l'homme; réformez les institutions, vous modifierez ses tendances, son caractère. Faites qu'à ce monde égoïste où chacun est obligé de ne songer qu'à soi, succède un monde où nul ne puisse travailler à son propre bien-être sans contribuer à celui de tous, et l'homme, aujourd'hui le loup de l'homme, n'en deviendra pas le dieu, mais l'ami, le frère le soutien.

L'homme est poussé par deux mobiles; les passions et la raison.

Tant que son intelligence n'est pas développée, tant qu'il ne fait pas converger vers une idée supérieure ses pensées et ses actes, c'est l'être changeant, mobile et capricieux par excellence. Ses passions, infinies comme son être, font que tout l'émeut, tout l'entraîne; ses clans sont vifs, mobiles et fugitifs, c'est la fusée qui brille et s'éteint en un instant. Chaque nouvelle impression lui donne une impulsion nouvelle et souvent opposée; ce qu'il est maintenant, il ne le sera plus l'instant qui va suivre. Mais qu'il s'instruise, qu'il développe son intelligence, qu'il éclaire sa raison, et, au lieu d'obéir aux entraînements du moment, une idée supérieure dirigera ses actes; il deviendra conséquent avec lui-même.

Qu'est-ce que l'homme? Une virtualité qui progresse; à l'origine, rien; dans l'avenir, tout.

Qu'est-ce que l'homme? Le résultat de l'éducation, du milieu, l'être qui se fait lui-même. Parti de l'ignorance, il marche à la science; parti du dénuement, il conquiert la richesse; parti de l'esclavage, il s'élève à la liberté. Pour savoir ce qu'il est, demandez ce qu'il deviendra.

Qu'est-ce que l'homme? Lecteurs, lorsque l'humanité aura terminé sa tâche, vous le demanderez au dernier des humains.

LE COMLOT.

Enfin, après plusieurs mois de prison préventive, le gouvernement de Bonaparte a bien voulu mettre en jugement les auteurs du fameux complot contre la sûreté de l'Etat et la vie de l'empereur, qui arriva si à point à l'époque du plébiscite.

Naturellement, chacun se demande quel est en réalité ce fameux complot, et quels sont les chefs d'accusation lancés contre les prévenus?

Eh bien! on les accuse:

- 1.—D'appartenir à l'Association internationale des travailleurs. Quel crime!
- 2.—De professer des doctrines collectivistes frisant le communisme. Quelle infamie!
- 3.—De soutenir les ouvriers dans leurs grèves et leurs réclamations contre les patrons qui veulent par trop les exploiter. Quelle atrocité!
- 4.—D'avoir conspiré contre la sûreté de l'Etat dans les Congrès de Genève de Lauzanne et de Bide. Quelle abomination!
- 5.—D'avoir conspiré contre la vie de l'Empereur, en déclarant que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des empires. Quelle horreur!

Sont-ce là des crimes assez effroyables?

Il fut un temps où, en France, le ridicule tuait encore plus sûrement que ne peuvent le faire les fusils et les canons. Un immense éclat de rire, une explosion de mépris, était dit.

Eh bien, jamais gouvernement ne fut plus ridicule que celui de Bonaparte, ridicule au Mexique, ridicule à Rome, ridicule par les complots qu'il inventa, ridicule par les vendus et les transfuges dont il se sert faute de mieux; ridicule enfin jusqu'à inspirer non plus le mépris, mais le dégoût. Et cependant, ce gouvernement est encore debout.

Le peuple français serait-il dégénéré?

Non, mais il se recueille pour la lutte suprême. Il sait qu'il ne suffit plus de renverser les empereurs et les rois, mais qu'il faut affermir partout la République et créer la Fédération des peuples.

LE 14 JUILLET.

Le jour où nous mettons sous presse est une date qui restera toujours dans la mémoire des hommes. C'est l'aurore de la révolution de 1789, dont le 4 août fut la consécration, et le 10 août la victoire définitive.

Depuis, que de luttes, que de révolutions, que de sang versé, que de victimes; et cependant, rien n'est changé!

La noblesse n'existe plus guère que de nom; mais une aristocratie financière plus égoïste, plus vile, plus lâche, plus ignare, plus oppressive, a pris sa place.

La royauté de droit divin a succombé; mais nous avons à sa place l'empire, le régime du sabre.

Comme nos ancêtres, nous souffrons; comme eux, nous sommes exploités, pressurés, tyrannisés, esclaves; comme eux, nous avons à présenter nos cahiers de doléances. Mais nos pères eurent de la logique et du cœur; ils ne mouillèrent pas leurs droits, ils les exigèrent; ils n'implorèrent pas la liberté, ils surent la conquérir. Sorons-nous les dignes fils de nos pères?

Communications.

SECTIONS DE NEW-YORK.

Assemblée générale, (Sections réunies).

Les citoyens Villa, Debuchy et Tufferd donnent leur démission.

Tout en remerciant l'Assemblée de son vote en leur faveur, ils pensent qu'il ne faut pas toujours confier les fonctions aux mêmes citoyens.

On procède à de nouvelles élections. Sont élus les citoyens:

- SUREAU, président;
- DURAND, 1er vice-président;
- HUBERT, 2e vice-président;
- MESSANT, secrétaire correspondant;
- GAUTIER, 1er vice-secrétaire correspondant;
- CHARNIER, 2e vice-secrétaire correspondant;
- MILLOT, secrétaire;
- FAGOT, 1er vice-secrétaire;
- RABUT, 2e vice-secrétaire.

1re SECTION.

Elections semestrielles.

Ont été nommés les citoyens:

- CONSTANT CHRISTENER, président;
- CONSTANT NICOLAÏ, 1er vice-président;
- BATAÏS, 2e vice-président;
- MILLOT, secrétaire;
- THOMAS, vice-secrétaire.

2e SECTION.

Ont été nommés les citoyens:

- LATOUR, président;

PRELHERIN, 1er vice-président;
ANDRE, 2e vice-président;
DESCOTTES, secrétaire.

Saint-François.

La société républicaine universelle française demande à se rallier à l'Union républicaine, tout en conservant son titre spécial.

Les principes de cette société sont les nôtres: l'égalité de tous les hommes, et l'affranchissement des travailleurs.

Un citoyen de la dite société vous envoie le manuscrit d'une brochure dont nous nous proposons de donner quelques extraits.

La longueur de ce travail nous empêche quand même de le publier en entier.

CONVOCATION.

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunira le 1er dimanche de chaque mois, à partir du mois d'août, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York.

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se renouvellera à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

A Saint-Louis, Mo.

La Section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois à 3 heures du soir, à la salle des Druides, coin sud-ouest de Park avenue et de la 7e rue.

CORRESPONDANCES.

Pour tout ce qui concerne la Société de l'Union Républicaine de Langue Française aux Etats-Unis, s'adresser:

- A Boston, Mass. — Au citoyen CHAVANE, care of Palmer Bachelier and Co., 182, Washington street.
- A Carondelet, Mo. — Au citoyen A. DINIER.
- A Chicago, Ill. — Aux citoyens A. GAGNARD et CLAPIER, 178, Monroe street.
- A Keokuk, Iowa. — Au citoyen CHEVILLON.
- A Leavenworth, Kansas. — Au citoyen Casimir BOUISSE.
- A Newark, N. J. — Au citoyen GOLAY, 165 Walnut street.
- A New-York. — Au citoyen D. DEBUCHY, 33, Wooster street.
- A Paterson, N. J. — Aux citoyens MEROIER et VOGELI.
- A Saint-Louis, Mo. — Au citoyen BAUER, 616, Spruce street.
- A Topeka, Kansas. — Au citoyen Jules LEROUX.

Union Républicaine de Langue Française.
SECTION DE NEWARK.

GRAND PIQUE-NIQUE

en commémoration du QUATORZE JUILLET 1789
donné au
COURT STREET PARK BREWERY
le jeudi 14 Juillet 1870.

La fête commencera à 3 heures de l'après-midi
Billets d'admission: 25 cents.
(Cars de Market street, dépôt à Belmont Avenue.)

IRVINGTON CARS.

L'ESPRIT DES TEMPS
AU CONCILE

par le Citoyen P. MESSANT,
En vente au Bureau de l'Imprimerie, 135, Wooster street, et
chez les Correspondants du Bulletin

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.